



EDITORIAL

LIBERTÉ

Une vieille chanson de liberté après la guerre civile américaine:

Oh, freedom (Oh, liberté) dit:
*avant que je devienne un esclave
je serai enterré dans ma tombe
et rentrerai libre chez le Seigneur!*

Cette chanson exprime la conviction que la liberté personnelle est essentielle à une bonne vie et mérite le coup de se battre pour. Devenir esclave peut être considéré pire que de perdre sa vie.

Vivre dans une véritable démocratie, nous prenons pour acquis les droits fondamentaux d'égalité et de liberté pour tous - le droit à l'éducation, à choisir une profession, d'épouser une personne de notre choix, de voyager et de se déplacer, de penser et d'exprimer notre propre opinion sans être persécuté, d'être traité équitablement selon les lois du pays, pour être en mesure de forger notre propre vie et notre propre avenir.

Nous avons tendance à oublier que «la liberté et la justice pour tous» n'a pas toujours été et n'est toujours pas le principe fondamental partout. Les anciens esclaves américains qui ont été les premiers à chanter le Negro Spiritual «Oh, liberté», savaient par expérience que la seule bonne chose qu'ils pouvaient espérer était une vie meilleure dans l'après vie – «rentrer chez le Seigneur et être libre. «

Tout au long de l'histoire de nombreuses personnes ont senti l'oppres-

sion autour du cou. Ils ont vécu et sont morts au service des maîtres, travaillant en tant que locataires, comme ouvriers agricoles ou ouvriers d'usine pour l'enrichissement des autres. Ils ont été exécutés, envoyés dans des camps de concentration ou ont passé une bonne partie de leur vie dans des camps de travail comme châtiment pour s'opposer à un régime dictatorial et ont été persécutés ou ont risqué leur vie pour avoir le privilège d'exprimer leur propre opinion.

Tristement, ces crimes contre l'humanité ne font toujours pas partis du passé. La liberté de l'individu et l'indépendance sont encore, au mieux, un rêve pour plusieurs. Les dictatures contrôlent les citoyens avec une prise ferme, et la pauvreté assujettit les gens de différentes manières. Dans le vieux temps, des navires transportaient des esclaves capturés à travers le monde pour les vendre. Aujourd'hui, ce vieux concept de trafic a un nouveau nom: traite d'êtres humains. De nom-

breuses personnes sont employées sur contrats d'esclavage, passeport confisqué, conditions de travail indignes, sans possibilité de s'échapper. Elles sont forcées dans l'industrie du sexe pour payer les dettes fictives ou à la menace que si elles ne s'y conforment pas, leur propre vie ou la vie des membres de leur famille sont à risque. Sans surprise, la majorité des victimes sont des femmes et des enfants. Comme Andante est une association des organisations des femmes catholiques, ces victimes (femmes et enfants) sont d'un intérêt particulier pour nous. A travers notre travail, nous essayons de faire entendre la voix des femmes qui ne sont pas en mesure de le faire pour elles-mêmes. Nous nous rendons compte que nous ne sommes pas capables de changer le monde par nous même, mais nous essayons d'unir nos forces avec ceux qui travaillent pour un changement positif. Ainsi, nous espérons aujourd'hui, grâce à notre Magazine, de souligner certaines questions importantes.

La traite des êtres humains constitue un déni des libertés fondamentales. C'est basée sur un système où les gens sont considérés non pas comme des individus avec des droits, mais plutôt comme une marchandise de valeur - comme quelque chose que vous pouvez échanger - acheter ou vendre. En tant que femmes chrétiennes, nous voulons lutter contre les pratiques et les attitudes qui déshumanisent et asservissent les autres êtres humains. Les chrétiens croient que l'Homme est créé à l'image de Dieu. Ils ne peuvent donc pas faire des compromis sur l'obligation de reconnaître la valeur unique et absolue de chaque individu.

Mette Bruusgaard

TRAITE définitions

La traite des êtres humains est un terme pour les activités analogues à l'esclavage et est généralement utilisé dans les pays où la détention et l'exploitation sont considérées comme une infraction. Le concept a reçu une large acceptation internationale à partir du milieu des années 1990, entre autres par l'Organisation des Nations Unies, où il a été utilisé en particulier pour l'enlèvement, la vente, la prostitution forcée et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants qui ont été victimes de la traite à partir de leur pays d'origine (la prostitution transnationale). Mais le mot est aussi utilisé pour d'autres moyens d'exploitation illégale du travail ou des organes humains, par la force, la violence, la fraude, ou d'autres formes d'abus de pouvoir, même dans les situations où la victime n'a pas été transportée d'un pays à un autre. Les exemples incluent le travail forcé, l'adoption illégale et le service involontaire durant la guerre.

Selon les définitions de l'ONU, il y a une distinction claire entre la traite des personnes et le trafic humain. Le premier implique l'abus de pouvoir et l'exploitation de personnes tandis que la seconde indique des gens qui sont prêts à payer pour entrer illégalement dans un pays où ils ne sont ni citoyens ni résidents permanents. Dans les pays qui suivent les directives de l'ONU, la traite des êtres humains est un crime contre le chapitre de code pénal sur la détention, tandis que le passage de clandestins est un crime contre la loi sur l'immigration.

Parce que la traite des personnes est faite en cachette, mais aussi parce qu'il

existe différentes définitions concernant le proxénétisme et le dumping social, il est impossible de fournir un portrait sécurisé et universel de la taille et de l'ampleur de la traite. Bien qu'un certain nombre de tentatives a été fait pour estimer l'ampleur du problème, tous ces calculs doivent être effectués avec des réserves.

Cependant la traite des êtres humains

a été projeté comme le troisième commerce illicite le plus lucratif au monde, après le commerce et le trafic de drogues et d'armes illégales. Environ 2,5 millions de femmes et d'enfants ont été estimés trafiqués chaque année. Les estimations ont indiqué qu'Europe, il y a 300 000 - 500 000 personnes entraînés dans le marché de la prostitution chaque année, et les trafiquants prennent la majeure partie des profits.

LA CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains est entrée en vigueur le 1er février 2008, ayant pour l'objectifs la prévention de la traite des êtres humains, la protection des victimes et la poursuite des trafiquants. Elle englobe toutes les formes de traite (nationale ou transnationale, liée ou non à la criminalité organisée) et s'applique à toutes les victimes de la traite (femmes, hommes et enfants), ainsi qu'à toutes les formes d'exploitation. La convention prévoit aussi des mesures destinées à promouvoir les partenariats avec la société civile et la coopération internationale.

Son approche est les droits humains. La convention définit la traite comme une violation des droits humains et une atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain. Les autorités nationales engagent donc leur responsabilité si elles ne prennent pas de mesures pour prévenir la traite, protéger les victimes et mener des enquêtes effectives sur les cas de traite.

La traite étant un phénomène

mondial, la convention intéresse les pays du monde entier.

La convention instaure un mécanisme de suivi indépendant, destiné à déterminer dans quelle mesure ses dispositions sont appliquées. Ce mécanisme repose sur deux piliers: le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) et le Comité des Parties.

Le GRETA est composé de 15 experts indépendants et impartiaux qui doivent être des ressortissants des États signataires. Il utilise différentes méthodes pour collecter des informations (questionnaires/évaluation) En outre, le GRETA effectue une visite dans le pays concerné qui permet des discussions avec des acteurs concernés. Les visites d'évaluation sont également l'occasion de se rendre dans des structures d'assistance aux victimes et de vérifier l'efficacité des mesures prises pour mettre en œuvre la convention.

Le rapport du GRETA, accompagné des éventuels commentaires des autorités nationales est rendu public.

Le Comité des Parties est composé des représentants des États ayant ratifié la convention. Sur la base des rapports du GRETA, le Comité des Parties peut adopter des recommandations adressées au pays en question concernant les mesures que les autorités devraient prendre pour donner suite aux conclusions de GRETA.

Les activités de suivi menées dans le cadre du Conseil de l'Europe présentent un triple intérêt: elles permettent d'évaluer et de stimuler la mise en œuvre des obligations de la convention

elles donnent l'occasion de dispenser des conseils
elles constituent un espace de coopération internationale

Les résultats de ce travail de suivi, disponible en ligne, sont devenus une référence pour tous les acteurs de la lutte contre la traite des êtres humains. Le Conseil de l'Europe aide aussi les gouvernements à mettre en œuvre la convention et les recommandations issues de la procédure de suivi.

Informations supplémentaires:

www.coe.int/trafficking/fr



RATIFICATION DE LA CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

États membres qui ont ratifié la convention:

l'Andorre, l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, le Danemark, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la République de Moldova, le Monténégro, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, Saint-Marin, la Serbie, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Ukraine, le Royaume-Uni, l'Albanie.

Le Bélarus est le premier état **non-membre** à accepter la convention. Trois états membres du Conseil de l'Europe ont signé mais pas encore ratifié la convention:
l'Estonie, la Grèce et la Turquie.

LES PARLEMENTS UNIS CONTRE LA TRAITE

Lors d'une réunion qui s'est tenue à Paris le 25 janvier 2014, l'Assemblée parlementaire a exprimé leur volonté de:

«promouvoir la signature et la ratification de la Convention par tous les États membres du Conseil de l'Europe et son adoption par des États non-membres» et ils ont convenu que:

«l'adoption de la Convention par l'Union européenne (UE) garantirait l'application uniforme de ses normes à travers de toute l'Europe»... «et ont décidé d'aborder cette question avec les institutions de l'EU – en particulier avec le Parlement européen.»



PROSTITUTION en Allemagne

KDFB exige que

1. l'Allemagne introduise des lois qui régissent la résidence et l'alimentation des victimes.
2. Les services de conseil et les services de protection reçoivent un financement adéquat.
3. Les victimes soient offertes des cours de langue gratuits.
4. Les victimes soient protégées de la déportation.
5. Les enfants et les jeunes en particulier sont protégés.

Informations: [www. Frauenbund-bayern.de](http://www.Frauenbund-bayern.de)

Sur le site Web de KDFB on peut lire:

Une marchandise

Il arrive qu'en Allemagne, d'une manière brutale les jeunes femmes sont obligées de devenir dociles et sont poussées à la prostitution.

Elles s'appellent Elena, Natalia et Svetlana. Elles ont 16, 20 – très rarement plus que 25 ans. Elles viennent du Bélarus, la Bulgarie et l'Ukraine, et elles sont pauvres. Leur plus grand désir est de travailler en Europe. Chez elles, elles n'ont pas d'avenir.

Aussi Elena, 20, a fait son chemin dans un pays étranger. Elle n'a rien gagné, mais plutôt tout perdu : sa confiance, sa joie de vivre, ses espérances. Enfant, Elena a été abandonnée par son père et sa mère et elle a grandi avec ses grands-parents à Minsk, la capitale du Bélarus. Avec Petar elle voulait fonder une famille, mais dès qu'elle avait apporté leur enfant au monde, elle a été laissée

par son petit ami. Comment allait elle se soutenir avec un petit?

Désespérée elle répond à une annonce qui lui promet un travail en Allemagne. Elle laisse sa petite fille avec ses grands-parents, et se déplace à l'ouest. A Hambourg, elle est attendue par des compatriotes qui retirent son passeport sous le prétexte de lui obtenir un permis de travail. Elle est immédiatement prise dans un bordel. Là, on lui dit qu'elle n'a pas d'alternative autre que de travailler dans la prostitution parce qu'elle est illégale en Allemagne - et en raison de frais de voyage, elle est endettée au propriétaire du bordel. Quand Elena refuse, elle est enchaînée pendant plusieurs jours, au sous-sol. Lorsque le propriétaire du bordel menace de tuer sa famille, y compris son enfant, Elena voit pas d'autres moyens que de faire ce qu'on attend d'elle.

Dans les années suivantes, elle a tous les soirs entre neuf à dix clients - parfois ils viennent en paires.

SOLWODI

SOLWODI est une abréviation de SOLidarity with WOMen in Distress (Solidarité avec les femmes en détresse.)

Sœur Dr Lea Ackermann, fondatrice et présidente, a fondé cette association caritative en octobre 1985 à Mombasa, au Kenya. Etant religieuse là-bas,



elle a rencontré des femmes et des filles qui ont été forcées dans la prostitution due à la pauvreté. Aujourd'hui, SOLWODI dispose de 10 centres d'assistance le long de la côte kenyane.

Depuis 1987 SOLWODI est actif en Allemagne avec 15 centres d'assistance, un centre d'accueil et 7 refuges pour les femmes et les jeunes filles en détresse à l'étranger - ou qui sont victimes de traite et contraintes à la prostitution, qui subissent la violence domestique ou le mariage forcé. Un nouveau centre d'assistance SOLWODI en Roumanie a été inauguré en 2010. SOLWODI a également été établi en Autriche en 2012.

SOLWODI offre des soins holistiques psychosociaux et des conseils, de logement, de l'intervention juridique et une assistance médicale ainsi que le soutien au retour à leur pays d'origine lorsque les migrants retournent chez eux. Afin d'aider efficacement, Solwodi a un réseau étroit avec d'autres centres de consultation et d'organi-

sations en Allemagne et à l'étranger. En outre, ils effectuent un travail intense de relations publiques, afin que chacun puisse prendre conscience de la situation de ces femmes.

Dans le cas de la traite ou la prostitution forcée, les victimes sont souvent transférées à SOLWODI par la police qui a trouvé ces femmes pendant des attaques surprises. Aider les femmes requiert un certain temps. Tout d'abord, elles seront logées dans un appartement en toute sécurité. Ensuite quand elles acceptent de témoigner contre les hommes qui les ont forcées à se prostituer, un conseiller leur assure - en coopération avec la police - que leur gagne-pain sera payé pendant le procès et aussi par la suite.

Pendant ce temps-là, SOLWODI fournira également un soutien social et psychologique. Un conseiller accompagnera toujours le témoin, partout où elle va, par exemple pour voir un médecin ou un avocat. Étant donné que ces femmes souffrent souvent d'un traumatisme, les conseillers vont assurer qu'elles obtiennent l'aide nécessaire. Durant la période avant le procès, SOLWODI veillera également à ce que les femmes prennent des cours d'allemand. En outre, SOLWODI fournira une avocate, spécialisée dans de tels cas qui aidera les victimes au cours du procès et ainsi accusera les agresseurs.

Pendant le procès il est très important que les victimes obtiennent un bon soutien, quand elles sont confrontées

avec les coupables car les avocats de la défense vont normalement essayer de convaincre le tribunal que les femmes sont devenues des prostituées volontairement. Ici, le soutien de l'avocate spécialisée est d'une grande importance. Pendant les pauses du procès il est également important qu'un conseiller est disponible avec qui le témoin peut discuter ses émotions et ses angoisses.

RENATE CONTEXTE

RENATE a été créée en 2009 par un groupe de religieuses représentant différentes congrégations luttant contre le trafic d'êtres humains en Europe. En 2014, RENATE est établi sous l'égide de l'UISG grâce à TALITHA KUM, un réseau international de religieux.

MISSION

RENATE est un réseau européen qui s'engage à collaborer contre le trafic et l'exploitation d'êtres humains. Ce groupe partage la responsabilité pour différents aspects de ce ministère et souhaite offrir la possibilité de s'exprimer à ceux et celles qui ne peuvent normalement pas le faire ou qui ne sont pas écoutés. RENATE a un rôle prophétique dans la lutte pour les droits de l'homme appliqués à tous et toutes et s'engage dans l'enseignement social de l'Eglise qui considère cette œuvre comme celle de Dieu.

MEMBRES

L'adhésion est ouverte à:

- tous les religieux/religieuses qui travaillent et/ou vivent en Europe,
- les laïcs qui travaillent avec ou pour des religieux dans le domaine de la lutte contre le trafic d'êtres humains en Europe.

Beaucoup de femmes ont peur du temps après le procès. Le conseiller va donc essayer de soutenir les femmes dans leurs perspectives pour l'avenir - en terme de travail et dans leur vie privée. SOLWODI offre également de nombreuses 'aides aux femmes qui doivent rester en Allemagne, parce qu'elles sont menacées dans leur pays d'origine, ainsi qu'aux femmes qui souhaitent rentrer chez elles.

www.solwodi.de

En ce qui concerne les personnes qui soutiennent RENATE: tous ceux et celles qui peuvent nous soutenir financièrement, grâce à leurs connaissances ou prière sont les bienvenus. Ces personnes peuvent être de différentes confessions ou bien n'en avoir aucune. Ils recevront nos mises à jour et nos lettres d'information.



*Imelda Poole
(IBVM,
president of
RENATE)*

RENATE incite d'autres personnes à se joindre à cette mission.

MOTIVATION

Selon RENATE, nous avons tous été créés à l'image de Dieu et nous croyons en un monde où tous et toutes ont le droit à leur dignité. Cette dignité ne peut être remise en question. Nous œuvrons afin de libérer le monde de l'exploitation et le trafic des êtres humains.

ANALYSE DES BESOINS

Le trafic d'êtres humains assume des formes différentes et change selon les circonstances socio-économiques. Cela peut être des femmes, des hommes,



des garçons et des filles en situation de vulnérabilité. Les dernières estimations de juin 2012 fournies par l'Organisation Internationale du Travail, couvrant la période 2002-2011, indiquent que le nombre de victimes du travail forcé (incluant les cas d'exploitation sexuelle) s'élève à 20,9 millions d'individus à un niveau global 2 dont 5,5 millions d'enfants. On estime que ces chiffres sont en-dessous de la réalité. Les tendances, modèles et méthodes de travail des trafiquants changent, s'adaptent à l'offre et à la demande. Des formes d'exploitation sont souvent fusionnées et entrelacées si bien qu'il s'avère difficile de détecter exactement le type d'exploitation à laquelle sont soumises les victimes ce qui rend leur identification encore plus délicate. Il est essentiel de pouvoir rapidement comprendre les tendances afin de pouvoir y apporter une réponse rapide, appropriée et efficace. Le trafic d'êtres humains est interdit par l'article 5 de la Charte Fondamentale des Droits de l'Union Européenne. RENATE apporte des réponses à ces questions en même temps qu'elle travaille avec les victimes et se tient informée des dernières formes d'exploitation. Ses membres travaillent dans la formation, conseil, recherche et coopération interculturelle. On souhaite s'assurer que les congrégations travaillant en l'Europe de l'Est et/ou hors de l'Union Européenne reçoivent le même appui et soutien que celles qui œuvrent en Europe de l'Ouest et Centrale.

OBJECTIF GENERAL

L'objectif de RENATE est d'apporter des réponses -en respectant les valeurs de l'Évangile- aux ques-

tions liées au trafic d'êtres humains (hommes, femmes et enfants).

OBJECTIFS SPECIFIQUES

L'objectif principal peut être atteint sur des objectifs spécifiques qui incluent:

- développement d'activités de sensibilisation contre le trafic d'êtres humains en utilisant les technologies modernes et les communications malgré une demande croissante en Europe.
- travail en réseau, partage des ressources, compétences et connaissances,
- recherche et mise en œuvre d'actions contre la demande croissante dans les pays d'origine et de destination.
- travail, là où c'est possible, contre les causes premières du trafic d'êtres humains.

SENSIBILISATION: inclut toutes les activités permettant à la société de se familiariser avec le trafic d'êtres humains et les problèmes d'exploitation. Ceci inclut, par exemple, les campagnes et le développement de sites web.

TRAVAIL EN RESEAU: inclut des actions au sein du réseau afin de renforcer la mission. Ceci inclut, par exemple, une formation annuelle se centrant sur un domaine particulier (médias sociaux, trafic de main d'œuvre), expériences interculturelles croisées et formation continue de l'anglais pour les membres qui en ont besoin.

CONSEIL ET RECHERCHE: cette section comprend les opérations qui rendent notre travail plus visible devant les autorités, d'autres réseaux et des acteurs importants qui influencent l'opinion publique. Ceci inclut également un programme de recherche et la publication d'outils et autres documents. Les trois sections ci-dessus sont reliées par une réflexion théologique qui accompagne toutes les actions menées par RENATE. Ceci est au cœur

et détermine la façon de travailler du réseau soulignant l'importance des valeurs essentielles de RENATE.

Membres du groupe principal de RENATE

www.renate-europe.net

Le Comité de Coordination d'ANDANTE a proposé RENATE pour recevoir le Prix Vaclav Havel 2014. Des individus et des institutions non-gouvernementales actifs dans la défense des droits de l'homme peuvent être proposés afin de recevoir ce prix.

TRAITE EN SCANDINAVIE

aidez-moi

Il n'y a pas d'attitude uniforme à la prostitution dans les pays européens. En termes juridiques, la vente et l'achat de services sexuels sont gérés très inégalement dans les différents pays. Cela ainsi a influencé le type de problèmes auxquels chaque pays est confronté. Certains pays - en particulier les pays les plus pauvres au sein ou en dehors de l'Europe - sont des exportateurs de la prostitution. D'autres sont des pays de transit - des lieux où les femmes victimes de la traite traversent vers leur destination - alors que certains des pays les plus riches se trouvent dans la position de destination finale. Les pays scandinaves appartiennent à ce dernier groupe. Il y a quelques années 15 à 1600 prostituées travaillaient à Oslo (une ville de quelques 600.000 habitants) - beaucoup venant du Nigeria et de l'Europe de l'Est. Les problèmes économiques du Sud ont donné lieu à un marché florissant au Nord. De plus l'ouverture des frontières à la suite de l'accord de Schengen a permis aux trafiquants d'opérer plus librement.

En cherchant des façons pour lutter contre la traite, de nombreux pays se sont tournés vers le soi-disant «modèle scandinave». En bref, l'essence

de ce modèle est l'introduction de lois pour criminaliser les acquéreurs des services sexuels. Cela signifie que lorsqu'un individu est pris ou repéré en tant que client, il sera pris en charge par la police et condamné à six mois de prison ou à une amende selon les circonstances. La prostituée - qui est considérée comme une victime - ne sera jamais condamnée à une amende ou à une peine. L'objectif est d'une part de criminaliser ceux qui contrôlent la prostitution et ceux qui en profitent, et d'autre part d'aider les femmes dans le besoin. Ces lois ont été introduites en 1999 en Suède, en Norvège en 2008 et en Islande en 2009. Le Danemark et la Finlande - où le «marché» est en croissance depuis que leurs pays voisins ont introduit ces lois - envisagent de les adopter aussi.

Les arguments en faveur ou à l'encontre de ces lois sont discutables. En Suède, ils soulignent qu'entre 1998 et 2008, la prostitution a diminué de 50%. Il a été calculé qu'en 2005, en Suède il y avait entre 200 et 400 femmes et jeunes filles victimes de la traite alors que leur pays voisin, la Finlande avec une population beaucoup plus petite avait 15 000 à 17 000 prostituées. Les

habitants de Stockholm se complimentent, en disant que «la prostitution n'est plus visible dans nos rues.»

La visibilité est un mot-clé pour ceux qui s'opposent à la loi. Ils argumentent qu'en conséquence des nouvelles législations, la prostitution a quitté la rue mais y est encore florissante dans des appartements, des studios de massage ou d'autres endroits semblables où les femmes victimes de la traite sont tout autant - ou parfois même plus - dans les mains des criminels, car il y a moins de visibilité et donc moins de contrôle. Par conséquence en Norvège, un groupe du Parti libéral de droite travaille pour abolir les lois de 2008, mais jusqu'à présent, les lois semblent tenir bon.

Divers groupes en Scandinavie sont actifs pour aider les victimes de la prostitution forcée, et la police a sa propre force, STOP, travaillant spécifiquement à cet objectif. De multiples d'efforts sont mis en avant pour essayer d'aborder les femmes qui semblent être victimes, dans l'espoir de les faire parler et finalement dénoncer leur situation devant

le tribunal. Plusieurs appréhendent de porter plainte contre les proxénètes et trafiquants, craignant des répercussions sur elles-mêmes et leurs familles - en dépit du fait que, une fois la police et le tribunal font un procès, la victime est accordée l'asile dans le pays jusqu'à ce qu'une sentence ne soit prononcée. En attendant les différentes institutions sont prêtes à s'occuper des besoins matériels des victimes, et plus tard les aider à trouver un nouvel avenir dans le pays.

Un trafiquant peut être condamné à 10 ans de prison, un proxénète à 5 ans et la publicité peut entraîner une peine de 6 mois. Quand un groupe organisé est derrière l'exploitation, les conséquences sont plus strictes - ce qui est également le cas lorsque la victime est âgée de moins de 18 ans. Malgré un effort ciblé, cependant, la police a du mal à produire les preuves nécessaires pour condamner les coupables, en partie à cause du réseau efficace des trafiquants, mais aussi parce que les victimes ont peur de parler, malheureusement, estimant que garder le silence est le moindre de deux maux. *silent is the lesser of two evils.*

TRAVAIL FORCÉ

La traite est devenue une entreprise très lucrative, enrichissant les agences de recrutement privées, les intermédiaires et les employeurs. Il y a une demande croissante de main-d'œuvre pas cher dans les pays développés, et en même temps la migration de travail légal a diminué en raison de la réglementation des visas restrictifs. Ceci donne aux trafiquants la possibilité d'attirer des migrants potentiels pour des emplois où ils sont exploités. Les victimes rêvent naïvement d'un avenir meilleur, pour se retrouver à avoir faire

des travaux ingrats ou dégradants dans des conditions de servitude. L'utilisation d'un contrat ou d'une dette est le moyen utilisé pour maintenir une personne dans la soumission par la force. C'est ce qu'on appelle «travail forcé» ou «servitude pour dettes». Beaucoup de travailleurs dans le monde sont victimes de la servitude pour dettes quand ils assument une dette initiale dans le cadre des conditions d'emploi. Ils se sentent alors pris au piège, craignant qu'une évasion a pour résultat des repré-

En plus de l'exploitation sexuelle, la traite a beaucoup d'arènes différentes. Des exemples de la traite peuvent être aussi divers que:

- | | |
|--------------------------------|---|
| 1. le travail forcé | 8. le tourisme sexuel et de divertissement |
| 2. la vente d'organes | 9. la mendicité - placer les gens dans la rue |
| 3. la vente des bébés | 10. l'exploitation pour des activités criminelles |
| 4. l'exploitation des au paire | |
| 5. l'emploi illégal | |
| 6. les mariages forcés | |
| 7. les adoption illégales | |

sailles physiques ou une déportation.

Le service domestique se trouve souvent en dehors de la réglementation publique, et les travailleurs domestiques peuvent être piégés dans la servitude par les abus physiques (y compris sexuels) ou psychologiques. Il ya une grande demande dans certains pays riches pour les domestiques, et les employeurs ne paient pas toujours des salaires décentes - ni respectent les heures normales de travail.

Le travail des enfants a été sous surveillance pendant de nombreuses années, mais malgré des améliorations dans certains endroits, le problème est encore urgent. Des exemples fleurissent sur la vente et la traite des enfants qui sont piégés dans le travail servile et forcé. La conscription forcée dans les conflits armés est une

autre pratique brutale qui touche les enfants. Les milices armées recrutent des enfants par enlèvement, les menace, et promettent une survie dans les zones ravagées par la guerre. Les victimes de la traite pour le travail forcé perdent leur liberté et deviennent les esclaves des temps modernes. Ils souffrent physiquement et psychologiquement et éprouvent d'une manière permanente l'isolement de la famille et de leur communauté, ainsi que la réduction des possibilités de développement personnel, et la limitation de mouvement. Les victimes sont souvent méfiantes de l'application de la loi et psychologiquement dépendantes de leurs trafiquants. Les enfants victimes sont sans accès à l'éducation, ce qui renforce le cycle de la pauvreté et de l'analphabétisme.

(Informations: l'ONU DC 2014)

COEURS molestés par Virginia

Enfants - Sœur - Filles - Fils:
Perdus. Pris.

EN ESCLAVAGE
de la cupidité, de la violence et des désirs tordus.
Exploités, mais pas éliminés.
Utilisés encore et encore.
Coeurs écrasés. Corps violés. Esprits meurtris.
Chaînes de désespoir - tout est obscurité.
Cris étouffés dans la nuit

Aucune chance de rêver; vivre dans les cauchemars.

Il n'y a pas de lumière
Il n'y a pas d'espoir
Il n'y a pas d'amour
Des cris de Coeurs - molestés.
Qui va les entendre?

Courage: prendre soin, agir, faire.
Restaurer des rêves des vie libres de toute contrainte:
Beauté dévoilée. Amour révélé.

Il y a de la lumière

Il y a de l'espoir

Il y a de l'amour

Soldats de Lumière, écoutez:
Brisez les chaînes qui paralysent les cœurs et les esprits -
Les victimes ET les agresseurs.
Des cris de Coeurs - molestés ...
Qui va les aider?

VOUS.

SEMINAIRE DU VATICAN SUR LA TRAITE

1 En Novembre 2013, le Vatican a organisé un séminaire sur la façon de lutter contre la traite des êtres humains et de l'esclavage. Plus de 100 experts ont participé au séminaire qui a été organisé par l'Académie pontificale des sciences, l'Académie pontificale des sciences sociales et la Fédération internationale des associations médicales catholiques.

Dans une déclaration préparatoire pour le séminaire, il a été souligné que près de 30 millions de personnes vivent dans l'esclavage à travers le monde - plusieurs de ces victimes sont traitées par les gangs pour le travail du sexe et le travail non qualifié. La perspective est que la traite humaine pourrait bien dépasser la drogue et le trafic d'armes à devenir l'activité criminelle la plus lucrative au monde, produisant environ 32 milliards de dollars annuellement d'activités illicites.

La cause de défendre les pauvres et les plus vulnérables est un échelon essentiel du pontificat de Pape François. Alors qu'il était archevêque, il était un ardent défenseur des initiatives de défense contre la traite des êtres humains locaux, et le séminaire sur la façon de lutter contre ce fléau a eu lieu par son initiative.

50 recommandations faites au Pape par le groupe d'experts inclus que «la traite devrait être défini comme un crime contre l'humanité dans la législation nationale et internationale.» Un décret explique que «les tribunaux internationaux ou régionaux ... devraient être créés parce que la traite humaine est un phénomène internationale qui ne peut être correctement poursuivi et puni au niveau national.» L'idée est que «ça devrait être qualifiée au long des lignes des juridictions européennes qui vont au-delà des frontières «.
(Reportage / publication: Philip Pullella / Alistair Lyon)

2 Un groupe de femmes religieuses, dirigé par Sœur Eugenia Bonetti, a demandé au Pape de sensibiliser davantage l'église sur la question de la traite des êtres humains en établissant une journée mondiale de prière et de jeûne parce que «nous devons faire quelque chose qui nous unisse.» Elles ont dit au Nouvelles Service Catholique 'que le Pape était très intéressé par notre proposition et nous a demandé quelle date nous aimerions donner ce jour. Nous lui avons proposé le 8 février - jour de la fête de Saint-Joséphine Bakhita, esclave soudanaise qui a trouvé la liberté en Italie et est devenue une religieuse à la fin du 19ème siècle «.

Sœur Eugenia Bonetti et quelques 250 religieuses par l'Union des Supérieurs Majeurs en Italie ont passé les deux dernières décennies à lutter contre le commerce illégal du sexe et à aider les victimes.

Mgr Marcelo Sanchez Sorondo, chancelier des académies, a admis que «L'Église dans son ensemble n'est pas suffisamment conscientes du problème - ou n'a pas porté d'attention assez profondément sur la gravité du problème.»

Il a déclaré aux journalistes que la réunion de novembre était la première que les académies du Vatican avaient consacré pour étudier de la traite des êtres humains. Maintenant, ils vont avoir une autre réunion l'année prochaine dans la perspective d'un plus grand rassemblement en 2015.
(De: Carol Glatz / Service Nouvelles catholique)

3 «La situation de ceux qui font l'objet de diverses formes de traite des personnes m'a toujours attristé. Je voudrais que nous écoutions le cri de Dieu qui nous demande à tous : « Où est ton frère ? » (Gn 4, 9). Où est ton frère esclave ? Où est celui que tu es en train de tuer chaque jour dans la petite usine clandestine, dans le réseau de prostitution, dans les enfants que tu utilises pour la mendicité, dans celui qui doit travailler caché parce qu'il n'a pas été régularisé ? Ne faisons pas semblant de rien. Il y a de nombreuses complicités. La question est pour tout le monde ! Ce crime mafieux et aberrant est implanté dans nos villes, et beaucoup ont les mains qui ruissellent de sang à cause d'une complicité confortable et muette. » *(Pape François – Evangelii Gaudium 211)*

UN RAPPORT SUR LA RENCONTRE

EXPOSE PAR TROIS RELIGIEUSES (extraits)

Trois membres de RENATE ont participé à cet atelier: sœur Marie-Hélène Halligon (Congrégation du Bon Pasteur, Paris), sœur Patricia Mulhall (Congrégation Brigidine, Royaume-Uni) et sœur Imelda Poole (Congrégation IBVM, Albanie).

Les «observateurs» appartiennent majoritairement à la base et travaillent dans le domaine de la lutte anti-traffic d'êtres humains, représentant une kyrielle d'organisations telles que les services sociaux, la police et le système judiciaire. Ce sont également des personnes travaillant dans les refuges en contact direct avec les victimes, des membres du Parlement souhaitant changer des lois, des ONG travaillant sur le terrain, des évêques et membres du clergé des églises catholiques romaine et anglicane. Tous les continents étaient représentés et tous ont réfléchi à leur expérience en ce domaine en considérant leurs propres spécificités culturelles.

On y a discuté de l'acuité des trafiquants qui utilisent les différentes cultures afin de mettre en place leur trafic en prenant avantage des faiblesses de la loi ainsi que des différents niveaux et sortes de pauvretés d'une réalité locale.

Nous avons partagé sur les statistiques qui nous ont fait prendre conscience de l'amplitude de ce fléau. Des millions d'êtres humains ont été identifiés comme étant des victimes au sein de l'Union Européenne même si leur nombre devant les cours de justice a diminué d'un 32% ces dernières années. La question de la corruption a été abordée au niveau du gouvernement et au sein des systèmes statutaires. La

pauvreté mondiale et la dégradation des valeurs ont été perçus et considérés comme la cause première de l'augmentation du trafic des êtres humains.

Bien des personnes vulnérables ont succombé aux appels des trafiquants qui leur promettent une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs familles.

Nous avons réfléchi au phénomène des mouvements de population qui a atteint des proportions inédites ce qui est véritablement une première dans l'histoire. La mondialisation et les questions autour des lois protégeant les frontières ont des répercussions certaines sur les routes des migrants. Ces derniers sont également victimes de la mondialisation qui les rejette et où se perd la notion d'égalité des hommes et femmes créés à l'image de Dieu. Ce qui a forcé les migrants à se tourner vers la pègre, les marchés illégaux et finalement à tomber dans les griffes des trafiquants.

La sécularisation de nombre de nos sociétés et le subséquent défi pour les personnes se trouvant aux marges de celle-ci -devant faire face à une vie indigne et inhumaine- a créé un environnement propice aux trafiquants. L'augmentation exponentielle de ceux qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté et la sécularisation ont engendré la culture de l'individualisme qui a remplacé une société juste dans laquelle on prend soin de ceux qui sont vulnérables en les mettant au centre la communauté. On a beaucoup discuté sur le fait que nous avons à faire face à une crise de valeurs mondiale. Beaucoup considèrent cela comme l'une des

causes premières du développement du trafic d'êtres humains de nos jours. Bien des questions ont été soulevées: Quelle est notre place au sein de cette pratique perverse? Nous situons-nous du côté de la victime? Cherchons-nous à obtenir des indemnités pour elles? Est-ce que tous les pays -y compris le Vatican- ont signé la convention européenne contre le trafic d'êtres humains? Comment considérons-nous ces immigrants? Sommes-nous conscients du fait que la seule façon d'avancer est de travailler en partenariat afin de combattre ce crime? Travaillons-nous en partenariat et en réseau avec ceux qui s'occupent de ce domaine ou travaillons-nous de façon isolée? Y-a-t-il des agences de travail illégales dans notre voisinage? Qui fait des contrôles et qui se préoccupe de l'exploitation du travailleur migrant? Qu'en est-il de la question de l'offre et de la demande? Pendant ces deux jours nous avons également abordé l'important sujet du trafic d'organes.

Plusieurs organisations étaient représentées et quelques-unes ont partagé le fruit de leur travail dans la prévention ou l'action directe contre le trafic d'êtres humains. Deux organisations se sont particulièrement détachées.

La première, PROKIDS, se consacre aux tests ADN afin de s'assurer que les enfants perdus ou égarés puissent retrouver leurs familles. Un exemple nous a été donné en Haïti: des enfants avaient été volés par des trafiquants lors du tremblement de terre. Ils avaient voyagé en bus et on les a retrouvés en Colombie. Tous -sauf 7 enfants- ont pu retourner à leurs familles grâce aux tests ADN.

La deuxième, WALK FREE, fait une analyse scientifique des victimes, des pays dans lesquels elles sont préle-

vées, des routes qu'elles empruntent et de leurs destinations. Ils analysent les méthodes des trafiquants et considèrent l'importante question de la «demande», discutée longuement lors de ce forum. WALK FREE est une organisation qui se bat contre le trafic d'êtres humains, sensibilise et aide les victimes. Leur site web «WALK FREE» nous encourage à nous joindre à eux dans une campagne mondiale afin de mettre fin à cet esclavage des temps modernes. A ce jour, plus d'un million de personnes se sont jointes à cet appel.

www.walkfree.org

www.dna-prokids.org

Imelda Poole (IBVM), Marie Hélène Halligon (Good Shepherd), Patricia Mulhall (Brigidine)

RÉPONSE SPIRITUELLE à la traite

La Bible a beaucoup à dire sur l'égalité de traitement et de la justice - en particulier en ce qui concerne les groupes vulnérables comme les orphelins, les veuves, les étrangers et les pauvres.

Voici quelques citations de réfléchir sur:

L'attitude de Dieu envers l'injustice et l'oppression:

1. "Il fait droit à l'orphelin et à la veuve, qui aime l'étranger et lui donne de la nourriture et des vêtements." (Deutéronome 10:18)
2. "L'Éternel est un refuge pour l'opprimé, Un refuge au temps de la détresse." (Psaume 9:10)
3. "Tu entends les vœux de ceux qui souffrent, ô Éternel! Tu affermis leur coeur; tu prêtes l'oreille Pour rendre justice à l'orphelin et

à l'opprimé, Afin que l'homme tiré de la terre cesse d'inspirer l'effroi." (Psaume 10: 17-18)

4. "Le père des orphelins, le défenseur des veuves, C'est Dieu dans sa demeure sainte." (Psaume 68:6)
5. "Car il délivrera le pauvre qui crie, Et le malheureux qui n'a point d'aide. 13 Il aura pitié du misérable et de l'indigent, Et il sauvera la vie des pauvres; 14 Il les affranchira de l'oppression et de la violence, Et leur sang aura du prix à ses yeux." (Psaume 72:12-14)
6. "L'Éternel fait justice, Il fait droit à tous les opprimés. "(Psaume 103:6)
7. "Il fait droit aux opprimés; Il donne du pain aux affamés; L'Éternel délivre les captifs." (Psaume 146:7)
8. "Il m'a envoyé pour guérir ceux qui ont le coeur brisé, Pour proclamer aux captifs la délivrance, Et aux aveugles le recouvrement de la vue, Pour renvoyer libres les opprimés, Pour publier une année de grâce du Seigneur." (Luc4:18.19)

En ce qui concerne la justice de Dieu nous commande:

1. "Tu ne porteras point atteinte au droit de l'étranger et de l'orphelin, et tu ne prendras point en gage le vêtement de la veuve." (Deutéronome 24:17)
2. "Quand tu moissonneras ton champ, et que tu auras oublié une gerbe dans le champ, tu ne retourneras point la prendre: elle sera pour l'étranger, pour l'orphelin et pour la veuve, afin que l'Éternel, ton Dieu, te bénisse dans tout le travail de tes mains."(Deutéronome 24:19)
3. "Rendez justice au faible et à l'orphelin, Faites droit au malheureux et au pauvre."(Psaume 82:3)

4. "Ne déplace pas la borne ancienne, Et n'entre pas dans le champ des orphelins."(Proverbe 23:10)
5. " Apprenez à faire le bien, recherchez la justice, Protégez l'opprimé; Faites droit à l'orphelin, Défendez la veuve."(Esaïe 1:17)
6. "La religion pure et sans tache, devant Dieu notre Père, consiste à visiter les orphelins et les veuves dans leurs afflictions, et à se préserver des souillures du monde."(Jacques 1:27)

L'histoire la plus célèbre dans la Bible qui traite l'aide aux opprimés est l'histoire de Boaz et son rapport à Naomi et sa belle-fille, Ruth, dans le livre de Ruth dans l'Ancien Testament.

Mots clés ici sont: la sensibilisation - occasion - réponse - protection.

Conscient de la situation critique de Naomi et Ruth, Boaz a eu l'occasion de les aider, et a répondu en prenant des mesures concrètes pour assurer la protection de Ruth envers les autres travailleurs. Ceci sont aussi des mots-clés dans le but d'aider les victimes de la traite des êtres humains.

RÉPONSE CHRÉTIENNE aux victimes de la traite

L'expérience avec les victimes de la traite a révélé que presque chaque victime a deux questions spirituelles essentielles qu'ils se posent:

- Pourquoi Dieu a-t-il permis que cela m'arrive?
- Qu'est-ce que pense Dieu de moi maintenant?

En tant que chrétiens, nous sommes clairement en mesure de leur mon-

trer concrètement la réponse à la deuxième question par nos propres actes d'amour. Bien qu'une discussion théologique sur la souffrance ne peut pas être utile, plusieurs assurances sont importantes pour la guérison: valider qu'ils ont subi un grand mal et les assurer que Dieu le Père les aime.

Les victimes de la traite ont souvent été trahies par leurs proches. (Peur-être vendues par leurs parents, leur seule relation est souvent leur proxénète ou madame ...), et la capacité d'avoir une relation de confiance doit être reconstruite. La notion d'un Père sur qui on peut compter doit être démontrée à travers le soin et la compassion. Si elles semblent être fermées, en colère et hostiles, il faut sympathiser avec et valider leurs sentiments. Une majorité des survivants bénéficieront d'avoir accès à un professionnel de la santé mentale et d'une maturité spirituelle qui est en mesure de les aider à traiter les conséquences du mal qu'ils ont subi. En outre, les croyants qui ont une bonne compréhension des raisons pour lesquelles le mal existe dans le monde, peuvent être d'une grande utilité aux survivants en traitant leur expérience.

En tant que croyants chrétiens motivés par l'amour de Dieu pour aider ces victimes, nous devons être prudents pour les voir en permanence comme des êtres humains qui ont besoin de l'amour de Dieu, et non comme un «projet» de conversion. Cela signifie que nous ne devrions jamais «pousser» nos croyances sur les survivants. Au lieu de cela, nous devrions leur permettre de chercher des réponses dans leur propre manière et à leur propre rythme. Notre but spirituel devrait être simplement de les aimer avec

l'amour du Christ, et de permettre à son Esprit de les attirer à lui.

Les textes sont d'une présentation d'une conférence en Angleterre et ont été envoyés par les membres de Renate.

Ressources supplémentaires:

Caring for Trafficked persons

<http://publications.iom.int/bookstore/free/CT>

Handbook.pdf

I Thought it could never happen to boys

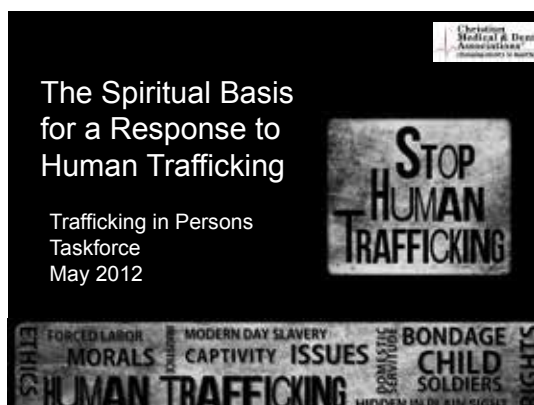
<http://bit.ly/VIN5At>

Good News About Injustice

by Gary Haugen

The Wounded Heart

by Dan Allender



DE NBCW:

‘Un commerce vicieux des femmes et des filles’

“Un commerce vicieux des femmes et des filles” était un titre dans l’édition de l’automne 2004 du Omnibus catholique - publication trimestrielle de NBCW. L’article fait référence à une série télévisée «Sex Traffic» qui a été questionnée par les journalistes et les membres du public si le programme était une représentation exacte de ce qui se passait aux femmes et aux jeunes filles en Europe, ou tout simplement sensationnel.

En 2005, lors d’une réunion avec la Conférence des évêques d’Angleterre et du Pays de Galles, le NBCW a signalé des préoccupations au sujet de la construction de cabines pour les hommes à utiliser afin d’acheter des relations sexuelles pendant la Coupe du Monde en Allemagne. Cela a porté un nouveau et inquiétant potentiel que le trafic soit associé avec le sport international. Peut-être, en tant que résultat d’une vaste préoccupation européenne exprimée à ce moment, des mesures ont été prises pour fournir des garanties contre le trafic pendant les Jeux olympiques britanniques de 2012. En 2006, la Commission des femmes Middlesbrough Diocésains de la NBCW a invité Barnardo (une organisation caritative britannique) pour parler du travail qu’ils font afin sensibiliser le public à l’exploitation sexuelle des enfants (garçons et filles) dans les rues. Leurs connaissances et leur expérience ont permis de sensibiliser sur la réalité choquante de toilettage et la prostitution des enfants dans chaque ville et village. Le travail de NBCW sur la sensibilisation de la traite a également été complétée et guidée par l’expérience et l’expertise de deux femmes remarquables: Sr Imelda Poole et Sr Lynda Dearlove. Sr Imelda a été membre de la Commission

des femmes Middlesbrough Diocésains avant qu’on ne lui demande de déménager en Albanie. À la suite de son pays et à l’étranger, Imelda apporte des indications précieuses aux nombreuses situations et circonstances qui peuvent conduire à la traite des garçons et des filles, des hommes et des femmes. Sr Lynda Dearlove a établi «Femmes au puits» un lieu de refuge pour les femmes à Londres. Grâce à ce travail, elle apporte aussi de l’expérience pratique et la compréhension de la traite et l’exploitation des femmes et des jeunes filles. En 2011, un nouveau partenariat a été établi entre la Conférence épiscopale d’Angleterre et du Pays de Galles et la police métropolitaine. Sur un ‘podcast’ disponible sur le site Web de la conférence des évêques il y a une discussion sur le partenariat avec l’Unité de la prostitution de la traite de Scotland Yard. En mai 2012, la Conférence des évêques et le Bureau Justice et Paix du Vatican a organisé une conférence sur la lutte contre la traite des êtres humains. Pour plus d’informations, accédez à www.cbcew.org.uk (Office des migrations et de la politique). Par la suite, la Conférence des évêques a encouragé tous les diocèses de sensibiliser sur la traite humaine.

Les diocèses de Middlesbrough ont déjà invité la Commission des femmes pour assumer cette tâche et ils sont en train de planifier un événement pour le 30 Septembre, en collaboration avec Partenariat Middlesbrough Conseil de cohésion, Barnardo (L’exploitation sexuelle des enfants dans nos rues (SECOS)) et Unchosen - un organisme qui fait un très bon travail contre la traite et sur la sensibilisation par le biais d’une campagne nationale de courts métrages. Chaque clip de film est basé sur une vraie histoire de traite.

PRÉSENTATION

des membres du CoCoA



Photo du CoCoA prise à Bonn en janvier 2014

- Devant, de gauche à droite:*
- Traudl Deckelmann
 - Mette Bruusgaard
 - Mary McHugh
 - Vroni Peterhans
 - Gisela Hoeve
- Derrière, de gauche à droite:*
- Zsuzsa Laczkóné Huszka
 - Maria Demeterova
 - Inese Augskalne

Suivie d'une courte présentation des membres du CoCoA (dans le même ordre que ci-dessus)



**WALTRAUD (Traud)
DECKELMANN (74)**

Traudl est allemande, elle vit en Bavière et a occupé différentes responsabilités au sein du *Katholischen Deutschen Frauenbund (KDFB)*

Traudl est dentiste; elle a fait différentes expériences professionnelles dans un cabinet dentaire ainsi qu'en tant qu'enseignante à l'école professionnelle pour assistantes dentaires. Comme retraitée, elle est encore engagée dans le soutien à des jardins d'enfants et des écoles dans le domaine de la prophylaxie dentaire.

Traudl a été élue au CoCoA en avril 2013. Elle est une des deux vice-présidentes et porte la responsabilité du secrétariat. Elle participe au

groupe Projet au sein du CoCoA qui élaborera en collaboration avec les organisations membres d'Andante des projets pour l'avenir. Dans la présentation de sa candidature, elle dit qu'elle aimerait « *contribuer à travers Andante à renforcer le rôle des femmes en politique, dans l'Eglise et dans la société...* »



**METTE
BRUUSGAARD (69)**

Mette est norvégienne, elle vit à Oslo et est issue du *Norges Katolske Kvinneforbund (NKKF)* ; elle en a été sa présidente et actuellement elle en est la responsable de la Newsletter

Actuellement en retraite, Mette a été enseignante à l'école secondaire supérieure (anglais, français et histoire des religions) Mette fait partie du CoCoA depuis 2010 et est actuellement l'"autre" vice-pré-



sidente. Elle est responsable du journal *Andante* et des traductions.

Dans sa motivation pour *Andante*, elle décrit l'importance d'*Andante* comme « *organisation de femmes catholiques capable de créer un réseau de valeur et apte à donner une voix aux femmes chrétiennes* ».



MARY
McHUGH (65)

Mary est anglaise, elle vit à Durham et est issue du *National Board of Catholic Women (NBCW)*, organisation qu'elle a présidée et dans laquelle elle a eu d'autres fonctions à responsabilité.

Mary est médecin et travaille actuellement à temps partiel dans un hôpital.

Mary a été élue en 2010 au CoCoA et en 2013, elle a pris la succession de Marie-Louise van Wijk-van de Ven comme responsable (chair).

En plus des tâches de Présidente du comité de coordination d'*Andante* et responsable de la planification des activités, Mary a une fonction représentative et est responsable des contacts avec le Conseil de l'Europe.

Le but de Mary est « *de soutenir les organisations membres d'Andante et de faire mieux connaître Andante en Europe* »



VERONIKA (Vroni)
PETERHANS (50)

Vroni est suisse et elle vit en Suisse allemande. Elle est issue du *Schweizerischen Katholischen Frauenbund (SKF)* dans lequel elle est membre du comité directeur et en même temps co-présidente de l'association cantonale Argovie.

Vroni est institutrice, agricultrice et catéchète .

Elle a été élue en 2013 au CoCoA

et fait partie du groupe *Projet*.

La motivation de Vroni à collaborer à *Andante* est « *la mise en réseau des femmes d'Europe et un travail de relation entre Andante et le SKF* » et elle souhaite « *mettre ses compétences et ses forces au service des femmes, ceci au sein d'un travail d'équipe* »



GISELA
HOEVE (68)

Gisela est néerlandaise, vit à Amsterdam et est issue de l'*Unie Nederlandse Katholieke Vrouwenbeweging (Unie NKV)*.

Gisela est théologues, elle a occupé divers postes dans l'Eglise, entre autre dans le Forum oecuménique des femmes chrétiennes d'Europe.

Gisela a été élue en 2013 dans le CoCoA; elle est responsable des finances. Elle a reçu le mandat de développer le nouveau site d'*Andante*.

Gisela justifie sa motivation pour sa candidature par « *son souhait de travailler avec des femmes de cultures et origines différentes* » et elle pense pouvoir aider « *les femmes dans leur vie quotidienne, leur profession, leur famille et leur Eglise* »,



ZSUZSANNA (Zsuzsa)
LACZKÓNE
HUSZKA (47)

Zsuzsa est hongroise, elle vit à Budapest et est issue du *Keresztény Női Felntötképzési Egyesület (KNFE)*. Elle était formatrice bénévole d'adultes pour son organisation en Hongrie et pour les femmes en Roumanie.

Zsuzsa est économiste et elle a occupé différents postes au niveau de la banque dans laquelle elle est aujourd'hui directrice ad-



jointe pour les risques de management.

Zsuzsa a été élue en 2010 dans le CoCoA dans lequel elle avait pris différentes responsabilités dans le domaine des finances. Elle fait partie actuellement du groupe Projet.

Zsuzsa dit « *qu'elle a à coeur d'enrichir la collaboration européenne pour les questions de femmes* » et quelle souhaite « *être un pont entre Andante, les organisations européennes et le KNFE* »



MARIA DEMETEROVA (64)

Maria est slovaque, elle vit à Bratislava et elle est issue du *Katolicke hnutie zien Slovenska (KHZS)* dont elle est la présidente.

Maria a une formation universitaire en chimie et physique, également en journalisme. Elle a occupé différents postes importants en politique, comme par exemple vice-maire de Bratislava et membre du Parlement slovaque.

Maria a été élue en 2010 au CoCoA et elle est actuellement membre du groupe Projet

Par son expérience, Maria souhaite « *être une constructrice de pont entre les organisations catholiques de femmes, plus particulièrement celles de l'Europe centrale et de l'Est* ».



INESE AUGSKALNE (57)

Inese est Letonienne, elle vit à Riga et est issue du *Katolicke hnutie zien Slovenska (KHZS)* dont elle est la vice présidente.

Inese a une formation d'enseignante pour les écoles secondaires et professionnelles (histoire, philosophie, religion) ; elle est chargée de cours à un Institut de sciences en religion et elle en est la vice-directrice.

Inese a été élue en 2010 au CoCoA. Elle s'occupe présentement de la banque de données et du management du Skype.

Inese espère « *pouvoir apprendre des expériences des autres organisations de femmes* » et ensemble avec d'autres « *les faire profiter de sa compréhension des tâches et des responsabilités des organisations féminines dans l'Eglise et la société* ».

CONSEIL DE L'EUROPE

La session de la Conférence des OING, du 27 au 30 janvier 2014 à Strasbourg

La Conférence des OING est reconnue comme une des instances du Conseil de l'Europe. Andante – avec environ 400 autres OING – est membre de plein droit de la Conférence qui se réunit deux fois par an lors des séances de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe. Cette fois, la représentante permanente d'Andante, Marie-Louise van

Wijk-van de Ven, était accompagnée de Mary McHugh, présidente, et Mette Bruusgaard, membre du CoCoA.

Les trois commissions de la Conférence (Education et Culture; Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux; Droits de l'Homme) ont présenté le travail accompli depuis la séance précédente.

Ensuite, les représentant(e)s des OING se sont réunis en groupes de travail sur des thèmes tels que *Extrême pauvreté et Droits de l'Homme, Education aux nouvelles technologies, Vivre ensemble, Enseigner l'histoire, et Relations avec l'Union européenne.*

Les délégués ont également pu participer aux 'side-events',



(l'Anti Sémitisme, 'Une Europe sans torture') Les séances sur la situation en Syrie, ainsi que celle d'un groupe du Réseau parlementaire sur 'l'exploitation sexuelle de filles', étaient ouvertes à des observateurs.

Lors de sa réunion plénière, la Conférence des OING a adopté des textes sur le discours de haine, la situation en Ukraine et 'Droits de l'Homme et Religions'.

Discours de haine

Dans le contexte de la montée du racisme et de l'intolérance en Europe, et consciente de l'influence néfaste pour la démocratie et la cohésion sociale que revêt le discours de haine ainsi que de ses conséquences destructrices pour la dignité humaine, la Commission des Droits de l'Homme est de l'avis que la société civile a un rôle important à jouer pour le combattre. C'est pourquoi ses membres ont décidé d'inscrire au programme 2014-2016 de la Commission la lutte contre le discours de haine. Ceci en vue notamment, d'élaborer un 'Livre blanc de la société civile pour lutter contre le discours de haine' et de préparer, avec les médias et des partis politiques, un 'Forum de la société civile', destiné à lancer une 'Charte de bonne conduite' pour lutter plus efficacement contre le discours de haine.

La situation en Ukraine

A l'initiative de la Conférence des OING, quelques repré-

sentants de la société civile d'Ukraine ont pu participer aux séances de la Conférence et avoir un entretien avec le Secrétaire général et le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. La Conférence a exprimé son inquiétude concernant la situation actuelle, notamment dans le domaine des violations des Droits de l'Homme. Elle a adopté une Résolution dans laquelle elle exhorte tous les organes du Conseil de l'Europe à suivre avec grande attention la situation en cours, et se dit prête à être la plate-forme pour promouvoir le dialogue ainsi que l'engagement de la société civile en vue de résoudre la crise en Ukraine.

Droits de l'Homme et Religions

Reconnaissant que la violence contamine la vie en société, et que certains groupes religieux contribuent aux problèmes bien que les religions elles-mêmes promeuvent la paix, la Conférence des OING a proposé, aux membres et aux responsables des religions, des pistes de réflexion et d'action. C'est également un appel à 'toutes les ONG européennes ainsi qu'à toutes les citoyennes et citoyens d'Europe, chacun/e à son échelle et dans son lieu de vie et quel que soit son statut, sa croyance, ses responsabilités professionnelles ou autres', à se mobiliser et se laisser guider par les cinq principes phares que sont:

- 1) la liberté de conscience,
- 2) la non-discrimination,

- 3) l'autonomie réciproque et la séparation des institutions religieuses et du pouvoir politique,
- 4) la neutralité des Etats à l'égard des religions et courants de pensée,
- 5) l'éducation au dialogue interculturel en tenant compte de sa dimension religieuse et convictionnelle.

CINGO

Un autre réseau informel est celui créé par les OING chrétiennes. Leurs représentant(e)s se réunissent le soir d'un des jours des séances de la Conférence, et entre les séances, ils se 'rencontrent' sur l'Internet. Cette fois, le thème de la réunion était 'Réciprocité', un thème important dans le contexte du dialogue interreligieux et interculturel. C'est un concept qui s'occupe des aspects spirituels plutôt que politiques de l'interaction humaine – où l'on reconnaît 'l'autre' comme une personne comme soi-même, non comme quelqu'un faisant partie d'une telle ou telle entité 'étiquetée'. En tant que Chrétiens, nous devons traiter chacune et chacun comme des êtres humains. Au lieu de demander: 'Si nous ne sommes pas pour nous-mêmes, qui le sera?', nous devrions dire: 'Si nous sommes pour nous-mêmes, qui sommes-nous alors?'

PROCHAINE ISSUE DU MAGAZINE ANDANTE

Celle-ci est prévue pour le mois de septembre 2014.

Un des sujets que nous souhaitons y aborder est celui du Synode des Evêques.

Ainsi que vous le savez, un questionnaire a été envoyé à des personnalités importantes dans quelques pays et a été plus largement diffusé dans d'autres pays. Le CoCoA souhaiterait avoir le retour de différentes organisations membres afin de savoir comment ceci a été traité dans les diocèses et comment cela a été reçu et discuté par les laïques. Merci de bien vouloir nous renvoyer les informations de votre pays. Vous trouverez ci-dessous une lettre rédigée par la kfd qui pourrait vous être d'utilité.

DEFIS EVANGELIQUES DE LA FAMILLE DANS LE CONTEXTE DE L'EVANGELISATION

L'association allemande des femmes catholiques (Katholische Frauengemeinschaft Deutschlands – kfd) accueille l'initiative du Saint Siège qui souhaite interpeller les conférences épiscopales sur les «Défis pastoraux de la famille dans le contexte de l'évangélisation» avant le Synode dont le sujet est la famille et qui se tiendra au prochain automne 2014. Nombre d'évêques allemands ont décidé de communiquer à tous niveaux les documents préparatoires aux conseils pastoraux ainsi qu'à tous les croyants en général en leur demandant d'exprimer leur opinion. La kfd accepte cette invitation en prenant en considération ses propres programmes et ses convic-

tions ainsi que l'expérience de ses membres. La kfd donne son avis sur ces documents préparatoires.

MARIAGE ET FAMILLE

Le mariage entre un homme et une femme est une base fondamentale ainsi que l'est la famille. Le mariage entre baptisés comporte un caractère sacré et est indissoluble. Dans leur amour et fidélité réciproque, les êtres humains peuvent percevoir l'amour et la fidélité de Dieu. La compréhension chrétienne du mariage et de la famille est fondation et modèle de notre travail en Allemagne. Les expériences partagées par nos membres soulignent les tensions entre les enseignements de l'Eglise et la vie: échec des mariages, séparation et/ou divorce sont des réalités que l'Eglise doit reconnaître. La kfd connaît bien la douleur des divorcés/ remariés qui souffrent d'être exclus des sacrements (réconciliation et communion). Concernant ceci, nous trouvons encourageants et justes les mots du Pape François lorsqu'il écrit dans «Evangelii gaudium» que «La Sainte Eucharistie n'est pas récompense en cas de perfection mais remède généreux et nourriture des faibles.» La kfd soutient une église dans laquelle hommes et femmes sont acceptés de façon inconditionnelle et se sentent chez eux indépendamment de leur situation. Hommes et femmes séparés et/ou divorcés devraient pouvoir parler librement et aborder sans tabous leur situation dans l'Eglise. La kfd souhaite que l'on puisse en discu-

ter dans la paroisse et lors de liturgies. Nous nous opposons à l'exclusion aux sacrements des divorcés et remariés.

SITUATION DES ENFANTS

Les modèles familiaux se sont beaucoup modifiés à cause des changements de la société. Les enfants grandissent dans des modèles familiaux extrêmement divers. Pour notre association, chaque enfant est un don de Dieu et doit être accueilli au sein de la société et de l'Eglise. Les enfants doivent sentir que leur famille est «bonne et bien» plutôt que «pas normale et imparfaite». Ces changements au niveau social ne doivent pas être portés par les enfants et ne doivent pas être un obstacle à un rapprochement avec l'Eglise. Notre association souhaite souligner particulièrement le nombre croissant de parents isolés/célibataires.

COUPLES HOMOSEXUELS

La kfd connaît ce sujet inclus dans le cadre de la société et de l'Eglise. Nous offrons à toutes les femmes la possibilité de faire une expérience en communauté, donnons de l'importance à l'orientation et sommes prêtes à offrir à toutes un foyer malgré leur orientation sexuelle et/ou leur mode de vie. Notre association lutte pour un monde où les femmes ne seraient plus discriminées, méprisées, blessées ou exploitées.

SEXUALITE

L'association considère la sexualité comme un élan vital créé par Dieu qui met les hommes et les femmes en relation tout d'abord avec eux-mêmes et avec les autres. Pour le présent et le futur l'Eglise doit aborder de façon positive la sexualité humaine et donner une éthique en prenant sérieuse considération du

développement sexuel de façon responsable et dans le respect de l'autre.

TRANSPARENCE

La kfd demande à la Conférence des Evêques de communiquer de la façon la plus transparente possible les déclarations faites pas le Saint Siège. Nous espérons que la déclaration faite par les évêques allemands sera publiée. Nous souhaitons pouvoir participer au Synode des Evêques et à d'autres comités.

La kfd espère que les femmes seront consultées lors du Synode Extraordinaire des Evêques -ainsi que lors d'autres comités de l'Eglise- pour que soient prises en considération leur expériences de vie, différente de celles des hommes. Notre association est l'organisation féminine la plus importante dans l'Eglise catholique allemande et nous sommes prêtes à contribuer en partageant la richesse nos expériences lors de discussions et autres rencontres.

DIRECTOIRE DE LA kfd,
Düsseldorf, 12 décembre 2013



Envoyez, s'il vous plaît, vos réactions, vos commentaires ou vos textes supplémentaires à la rédactrice du Magazine d'Andante:

mette.bruusgaard@gmail.com

Magazine layout:
Sebas2 (the Netherlands)
Sebastiaan J. Kosterman